

PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

**Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie d'Île-de-France**

**Unité Territoriale de la Seine-Saint-Denis
Pôle environnement et installations classées**

Bobigny, le 6 septembre 2012

Rapport de l'inspection des installations classées

SITREM

64-66 Rue de Paris
93130 Noisy-Le-Sec

**Préfecture de la Seine-Saint-Denis
Commune de Noisy-le-Sec
Dossier n° 93 B27 00157 A**

Contact sur place :

Adresse administrative :

N° S3IC : 65-6419

Classement ICPE:

2790.1.b(A)
2790.2(A)
1715.2(D)

Autres coordonnées :

filiale de SARP INDUSTRIE (Groupe VEOLIA Propreté)

- APC n°09-2547 du 18/09/2009
- APC n°2010-2764 du 18/11/2010 (modification de prescription),
- APC n° 09-3453 du 09/12/2009 (RSDE)

Inspection/Réunion du :-
Bordereau reçu le: C2011-12-2 du 01/12/2011 reçu le 06/12/2011

Objet : demande d'antériorité nomenclature et demande de dérogation à l'interdiction de mélange de déchets

Références :

courrier préfectoral du 19/10/2011
courrier exploitant du 10/11/2011 d'informations complémentaires sur les déchets traités
Courrier exploitant du 21 juin 2012 concernant la demande de dérogation au décret mélange
Décret n°2009-1341 du 29 octobre 2009 modifiant la nomenclature des installations classées
Décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées
Décret n°2010-875 du 26 juillet 2010 modifiant la nomenclature des installations classées,
Décret n° 2010-1700 du 30 décembre 2010 modifiant la nomenclature des installations classées,
Circulaire du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n°2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement des déchets



I. PRÉSENTATION - RAPPELS - CONTEXTE

La société SITREM exploite à Noisy-le-Sec des installations de traitement de déchets d'eaux alcalines, d'huiles solubles minérales, d'eaux hydrocarburées de moins de 30% d'hydrocarbures et de résidus hydrocarburés de plus de 30 % d'hydrocarbures.

Les déchets réceptionnés sont sous forme de liquides, de boues ou sous forme d'huiles solubles minérales. Ils subissent un premier traitement de séparation de phase aqueuse et organiques, puis un traitement physico-chimique et biologique des eaux récupérées. Ce site emploie 25 personnes.

II. SITUATION RÉGLEMENTAIRE

Conformément à l'article L. 513-1 du code de l'environnement, les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret.

Le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 publié au journal officiel du 14 avril 2010 a modifié la nomenclature des installations classées du secteur du traitement des déchets. Il complète la modification de cette nomenclature introduite par le décret n°2009-1341 du 29 octobre 2009 relatif au traitement biologique des déchets, modifié par le décret n°2010-875 du 26 juillet 2010 publié au journal officiel du 28 juillet 2010.

Conformément à la circulaire du 24 décembre 2010 citée en référence, la nouvelle nomenclature des installations classées a été portée à la connaissance de SITREM déjà bénéficiaire d'une décision préfectorale sous les anciennes rubriques impactées. A l'occasion de la modification de certaines prescriptions de rejet, la modification des rubriques a été actée mais avant la parution de la circulaire du 10 janvier 2011 (guide méthodologique) précisant les conditions d'évaluation du classement des installations.

Par courrier du 08/03/2011 l'exploitant a demandé, en complément des rubriques déjà autorisées, le bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 2791-1: installation de traitement de déchet non dangereux en quantité supérieure à 10 t/j, qui n'avaient pas été prises en compte dans l'APC du 18/11/2010.

Des compléments d'information ont été demandé à l'exploitant par courrier préfectoral du 19/10/2011.

Dans son courrier, en réponse reçu le 16/11/2011, l'exploitant précise les éléments suivants établis en se référant au guide méthodologique :

Activité	Description	Justifications	Classement
Valorisation des hydrocarbures	Capacité de stockage de 485 m ³ de déchets hydrocarburés contenant en moyenne 70 % d'eau (355 m ³ de déchets à 70% d'eau et 130 m ³ d'hydrocarbures valorisés à 10 % d'eau)	→ Stockage inférieur au seuil de classement AS en 1432 → Quantité de substances supérieure au seuil de classement en Autorisation (> 100 m ³ de liquide inflammable)	2790-1b → capacité de traitement de 70 t/j soit 17 500 t/an
Centrifugation des boues	Traitement de déchet aqueux contenant plus de 10 % de sédiment pouvant contenir des substances dangereuses. teneur en matière sèche d'environ 21%	→ même si ensemble substance est toxique (majorant) le mélange reste non toxique (inf à 25% de référence pour attribuer propriété danger d'une substance au mélange la contenant)	2790-2 → capacité de traitement de 96 t/j soit 24 000 t/an → 280 t de stockage de déchet
Traitement des eaux par cassage physico-	Traitement de déchet aqueux contenant moins de 10 % de sédiment et dont la charge organique est évaluée en	→ hypothèse que la charge organique est constituée de produit toxique, cela correspond à environ 6 % du mélange, donc	2790-2 → capacité de traitement de 180 m ³ /j soit 45 000

chimique	moyenne à 60 g/l de DCO	inférieur au seuil de référence de 25 %	t/an → 1000 t de stockage de déchet
Traitement biologique des eaux	Traitement de déchet aqueux dont la charge organique est au maximum de 17g/l mais ne contenant pas de substances dangereuses	→ même hypothèse que précédemment → concentration en substances dangereuses inférieure au seuil de référence	2791-1 → capacité de traitement de 370 m ³ /j soit 130 000 t/an → 2500 m ³ de stockage de déchet (bassin biologique compris)

Avis inspection

l'évaluation de la dangerosité des déchets est réalisée par grande approximation mais les résultats obtenus ne nécessitent pas d'effectuer des analyses plus fines pour définir le régime de classement des activités.

Après analyse de la demande déposée par l'exploitant, nous retenons le classement suivant:

Rubrique	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère et seuil de classement	Nature de l'installation
2790-1b	A	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770.	1. Les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement. La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations	Valorisation des hydrocarbures: séparation de la phase hydrocarbure par décantation capacité de traitement de 70 t/j soit 17 500 t/an Centrifugation des boues → capacité de traitement de 96 t/j soit 24 000 t/an → 280 t de stockage de déchet
2790-2	A	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770.	2. Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparation dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.	Traitement des eaux par cassage physico-chimique → capacité de traitement de 180 m ³ /j soit 45 000 t/an → 1000 t de stockage de déchet Traitement biologique des eaux
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	La quantité de déchets traités étant Supérieure ou égale à 10 t/j	→ capacité de traitement de 370 m ³ /j soit 130 000 t/an → 2500 m ³ de stockage de déchet (bassin biologique compris)

1715-2	D	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de) sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735, des installations nucléaires de base mentionnées à l'article 28 de la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire et des installations nucléaires de base secrètes telles que définies par l'article 6 du décret n°2001-592 du 5 juillet 2001.	2. La valeur de Q est égale ou supérieure à 1 et strictement inférieure à 10 ⁴	Ni 63 en source scellées dans le chromatographe Q: 5,55

Suite aux modifications de la nomenclature des installations classées introduites par les décrets du 29 octobre 2009, des 13 avril, 26 juillet et 30 décembre 2010 et en réponse aux propositions formulées par SITREM, dans son courrier du 10 novembre 2011, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis de mettre à jour le classement des installations comme indiqué ci-dessus en soumettant au CODERST l'article 1 du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe en application de l'article R512-31 du code de l'environnement.

III. DÉROGATION AU DÉCRET MÉLANGE

L'article 18 de la directive cadre sur les déchets prévoit l'interdiction de mélange des déchets dangereux. Cet article a été traduit dans la réglementation française par le décret du 22 décembre 2011 relatif aux mélanges de déchets dangereux qui modifie le code de l'environnement. Désormais l'article L. 541-7-2 du code de l'environnement interdit les mélanges de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets. Son deuxième alinéa permet, dans certaines conditions, de déroger à ce principe. Il fixe également la procédure à suivre par les exploitants d'installations soumises à autorisation ou à enregistrement qui réalisent d'ores et déjà des mélanges de déchets dangereux et qui souhaitent être autorisés à poursuivre leur activité. Ce dossier doit être transmis avant le 30/06/2012 pour les installations existantes à autorisation ou enregistrement.

C'est dans ce cadre que la société SITREM a adressé le 21 juin 2012 à l'inspection un dossier demandant à bénéficier de la dérogation à l'interdiction de mélange.

Les éléments à transmettre à l'appui de la demande sont définis par l'article D541-12-2 :

- description des types de déchets destinés à être mélangés;
- le cas échéant, une description des types de substances, matières ou produits destinés à être mélangés aux déchets;
- le descriptif des opérations de mélange prévues, en particulier au regard des meilleures techniques disponibles, ainsi que les mesures envisagées pour limiter les dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;
- les procédures mises en place pour éviter un mélange inapproprié, soit un mélange de déchets qui ne s'effectuerait pas selon les meilleures techniques disponibles ou qui mettrait en

danger la santé humaine, nuirait à l'environnement ou aggraverait les effets nocifs des déchets mélangés sur l'une ou l'autre.

Pour élaborer sa demande SITREM s'est appuyé sur le guide édité par SYPRED et élaboré en accord avec le ministère en charge de l'environnement.

Les déchets objets de la demande sont des eaux destinées au traitement physico-chimique organique et des eaux destinées au traitement biologique.

Pour le traitement physico-chimique SITREM utilise les caractéristiques de certains des déchets reçus tels que l'acide chlorhydrique ou la soude déchet pour la neutralisation.

Pour le traitement biologique, des produits sont ajoutés pour participer au traitement mis en œuvre sur le site: antimosse pour éviter le moussage des bassins biologiques; boues biologiques déshydratées...

Le dossier décrit les opérations et les différentes familles de déchets reçues sur le site. Les opérations de mélange et le numéro de cuve où ils sont réalisés sont précisés. La situation de l'établissement et des mélanges réalisés au regard des MTD (Meilleures Techniques Disponibles) est précisé à partir du bilan de fonctionnement de l'établissement établi en 2008. Les procédures mises en place pour éviter un mélange inapproprié sont liées à la connaissances des déchets reçus par la procédure d'acceptation préalable. Par ailleurs, la nature des déchets mélangés, qui sont essentiellement de base aqueuse, limite les risques de réaction inappropriée.

Le dossier transmis par SITREM contient les éléments prévus à l'art D541-12-2 du code de l'environnement.

Nous proposons à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis d'autoriser la société SITREM à poursuivre ses activités de mélange de déchet en application de l'article L541-17-2 du code de l'environnement en soumettant au CODERST l'article 2 du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe en application de l'article R512-31 du code de l'environnement.

IV. AVIS DE L'INSPECTION – PROPOSITIONS - CONCLUSION

La société SITREM a demandé à bénéficier de l'antériorité suite aux modifications de nomenclature concernant les déchets ainsi que d'être autorisée à poursuivre ses activités de mélange de déchets suite à la parution du décret du 22 décembre 2011 relatif aux mélanges de déchets.

C'est pourquoi nous proposons à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de soumettre au CODERST le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe en application de l'article R512-31 du code de l'environnement.

Rédacteur

L'inspecteur des installations
classées

signé

Vérificateur

La chargée de mission déchets

signé

Approbateur

L'adjointe au Chef du pôle Risques
Chroniques et Qualité de
l'Environnement

signé

Annexe : Projet d'arrêté préfectoral**Article 1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Le contenu de la condition 1.2.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral 2010-2764 du 18/11/2010 est supprimé et remplacé par les éléments ci-dessous:

Les installations visées par la nomenclature des installations classées de la société SITREM à Noisy-le-Sec sont listées dans le tableau ci-dessous:

Rubrique	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère et seuil de classement	Nature de l'installation
2790-1b	A	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770.	1. Les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement. La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations	Valorisation des hydrocarbures: séparation de la phase hydrocarbure par décantation capacité de traitement de 70 t/j soit 17 500 t/an Centrifugation des boues → capacité de traitement de 96 t/j soit 24 000 t/an → 280 t de stockage de déchet
2790-2	A	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770.	2. Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparation dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.	Traitement des eaux par cassage physico-chimique → capacité de traitement de 180 m ³ /j soit 45 000 t/an → 1000 t de stockage de déchet Traitement biologique des eaux → capacité de traitement de 370 m ³ /j soit 130 000 t/an → 2500 m ³ de stockage de déchet (bassin biologique compris)
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	La quantité de déchets traités étant Supérieure ou égale à 10 t/j	

Rubrique	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère et seuil de classement	Nature de l'installation
1715-2	D	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de) sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735, des installations nucléaires de base mentionnées à l'article 28 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire et des installations nucléaires de base secrètes telles que définies par l'article 6 du décret n° 2001-592 du 5 juillet 2001.	2. La valeur de Q est égale ou supérieure à 1 et strictement inférieure à 10^4	Ni 63 en source scellées dans le chromatographe Q: 5,55

La capacité totale de traitement de déchets du site est limitée à 100 000 t par an.

Article 2: Autorisation de mélange de déchets

La société SITREM, implantée à Noisy-le-Sec, est autorisée, en application de l'article L541-7-2 du code de l'environnement, à poursuivre le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets dans le cadre du traitement physico-chimique organique et du traitement biologique qu'elle met en œuvre sur son site, conformément au dossier du 21 juin 2012 adressé à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis en application de l'article 2 du décret n°2011-1934 du 22/12/2011.

En application de l'article D541-12-3 du code de l'environnement, l'exploitant tiendra à jour un registre comprenant notamment :

- les éléments de justification mentionnés à l'article D. 541-12-2 du code de l'environnement ;
- la liste des déchets concernés et leur classification selon la nomenclature prévue à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la liste des substances et leurs numéros du registre Chemical Abstracts Service (CAS) ainsi que la liste des matières et des produits mélangés aux déchets dangereux. »